

LES CONVERSATIONS TOCQUEVILLE

5^e édition, 30 juin-1^{er} juillet 2023

Alan KAHAN, Françoise MÉLONIO ET Olivier ZUNZ

La Fondation Tocqueville, Le Figaro, The Atlantic Council et la Fondation Friedrich Naumann, en partenariat avec le département de la Manche, la région Normandie, la communauté d'agglomération Normandie, la French American Foundation et divers sponsors privés, ont réuni au Château de Tocqueville les 30 juin et 1^{er} juillet 2023 des intellectuels, des acteurs de la vie politique et de la société civile d'Europe et des États-Unis pour des conversations sur L'Europe demain. Les conversations se sont déroulées sous forme de tables rondes, résumées ici par Alan Kahan, Françoise Mélonio et Olivier Zunz^A.

L'EUROPE DEMAIN : RÉARMER LA DÉMOCRATIE

Les quatre premières éditions des *Conversations* inaugurées en 2018 avaient pour objet la crise des démocraties et l'interrogation sur la capacité des nations à y remédier, dans une perspective comparatiste entre les États-Unis et l'Europe. L'édition de 2023 s'est déroulée, comme la précédente, dans le contexte de la guerre en Ukraine qui change l'Europe. L'ambition des *Conversations*, dont Laure Mandeville assure le pilotage intellectuel, était de prendre en compte le déplacement du centre de gravité de l'Europe vers l'Est et de réfléchir à l'architecture nouvelle de sécurité qu'il nous faut mettre en place.

Après un accueil par Jean Morin, président du département de la Manche, Laure Mandeville a insisté sur la leçon de civisme collectif que nous donne le David ukrainien face au Goliath russe. L'ouverture fut assurée par deux personnalités de premier plan. François

Hollande, ancien président de la République française, a rappelé que depuis dix ans les régimes autoritaires de Russie et de Chine aspirent à prendre une revanche, et ce d'autant qu'ils jugent nos démocraties décadentes. Vladimir Poutine ne cherche pas à civiliser l'Europe mais à reconstituer l'empire soviétique et croit tirer avantage de ce qu'il considère comme des faiblesses de l'Occident : le débat, l'envie de vivre librement mais aussi un mercantilisme mou de certains pays. La stratégie de Poutine consistait à sidérer l'Europe par la brutalité de l'attaque. Elle a échoué parce que les démocraties sont plus résistantes à la longue que les régimes autoritaires comme elles l'ont montré lors de la crise sanitaire. François Hollande a dessiné ensuite sa conception d'une Europe de la défense, dans le cadre de l'OTAN : il souhaite une Europe restreinte pour les décisions de sécurité, menant une politique économique commune face à la Chine et la Russie, associant le Sud, favorisant l'engagement des citoyens grâce à une renaissance du débat et des partis. Il conclut que le réarmement mentionné dans le titre des *Conversations* doit s'entendre au propre et au figuré.

Oleksandra Matviichuk prend ensuite la parole. Avocate ukrainienne, défenseuse des droits humains, elle a fondé en 2007 à Kiev le centre pour les libertés civiles, organisation qu'elle dirige et qui fut lauréate du prix Nobel de la paix en 2022. Auteure de plusieurs rapports depuis 2014, elle documente depuis février 2022 les crimes de guerre perpétrés par les soldats russes contre la population civile ukrainienne. Elle a d'emblée donné à la rencontre une portée dramatique et affective en évoquant la résistance des hommes ordinaires qui peuvent changer le cours de l'histoire ; de son expérience de guerre elle tire la conviction optimiste que les circonstances extrêmes manifestent le meilleur en nous.

* * *

La première table ronde intitulée **La fin du mythe de la paix perpétuelle** était modérée par Ana Palacio, ancienne ministre des Affaires étrangères d'Espagne (2002-2004). Tous les intervenants ont insisté sur la nécessité d'un sursaut après des années de faiblesse européenne et américaine.

Intervient d'abord Nicolas Baverez, historien et économiste, qui montre comment Raymond Aron nous aide à penser la guerre véritablement mondiale inaugurée par l'attaque de 2022. En 1960,

dans une conférence intitulée *L'aube de l'histoire universelle*, Aron avertit que l'histoire, en devenant universelle, ne deviendra pas pour autant pacifique. Il avait dès 1948 dans *Le grand schisme* anticipé que désormais la paix serait impossible et la guerre improbable. En 1989, on a cru la guerre impossible en Europe ; 2022 nous a montré l'impossibilité de la paix avec une guerre omniprésente en Ukraine et hybride en Europe. Les démocraties furent longtemps somnambules. En 1989 comme en 1918 elles n'ont pas su gérer la paix. Il faut, selon Baverez, revenir au rapport établi en février 1946 par George Frost Kennan, diplomate et conseiller de l'ambassadeur américain à Moscou, qui a inspiré la politique d'endiguement menée par le gouvernement américain après la Seconde Guerre mondiale. Kennan invitait à maintenir le dialogue avec Moscou, sans oublier que le pouvoir soviétique s'estime infaillible et à contenir sans bravades toute extension de ce régime. À quoi Nicolas Baverez ajoute que les démocraties occidentales doivent désormais s'assurer une supériorité militaire et stratégique sans escalade et s'occuper du Sud.

Zbigniew Rau, professeur de droit, dirige le centre Alexis de Tocqueville pour la pensée politique et juridique à l'Université de Lodz ; il a été gouverneur de la province de Lodz de 2015 à 2019 et sénateur puis député (2019-2020) et est actuellement ministre des Affaires étrangères de Pologne. Traçant un large panorama historique des doctrines sur la guerre, il insiste sur la nécessité d'introduire une dimension juridique dans l'approche des conflits.

Reinhard Bütikofer est membre du parlement européen depuis 2009 (les Verts, Allemagne) et membre de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie et de la délégation pour les relations avec les États-Unis depuis 2009. Il a rejoint le parti politique l'Alliance 90/les Verts (*Bündnis 90/Die Grünen*) en 1982, et en fut le président fédéral de 2002 à 2008. Partant de Kant et de son opuscule *Vers la paix perpétuelle* (1795), il montre que les Allemands ont caricaturé cet ouvrage en laissant d'autres nations se charger de leur sécurité. Il en va autrement aujourd'hui puisque la population allemande soutient les Ukrainiens, y compris au détriment de l'économie, que l'armée allemande est en voie de reconstitution et, enfin, que l'Allemagne a mis fin à sa relation particulière avec la Russie. Mais aujourd'hui encore les Allemands hésitent à s'engager, ils perçoivent mal l'intérêt de l'industrie européenne de défense et ne sont pas lucides dans leurs relations avec la Chine.

Michael Franken, vice-amiral en retraite, a servi dans la marine américaine de 1970 à 2017. Il a été candidat démocrate aux élections sénatoriales de 2020 et 2022 dans l'Iowa. Il peint de façon très sombre les étapes de la faiblesse américaine par décennie : celle de 1990 est caractérisée par la dérégulation, la léthargie de la démocratie et la montée d'un capitalisme sans freins ; 2000 est la décennie du désespoir et de la crise immobilière ; dans les années 2010, la violence se substitue au débat et les villes moyennes s'effondrent. 2020 apparaît comme le salut mais la droite se brise en fragments et si l'opinion soutient la livraison de matériel à l'Ukraine, elle comprend mal que le conflit s'éternise.

* * *

La deuxième table ronde intitulée **Le déplacement du centre de gravité de l'Europe : quand l'Ukraine et l'Europe orientale se lèvent** était modérée par Jeffrey Gedmin, cofondateur et rédacteur en chef de *American Purpose*, et grand connaisseur de l'Europe, ayant été quatre ans président directeur général de Radio Free Europe dont le siège est à Prague avant de devenir président directeur général de l'Institut Aspen à Berlin.

Intervient d'abord à distance Borys Gudziak, prélat gréco-catholique ukrainien, nommé en février 2019 métropolite et archevêque de Philadelphie pour les Ukrainiens catholiques des États-Unis. De 2012 à 2019 il a exercé son apostolat en France et a bien connu les problèmes des réfugiés. Il souligne combien les experts ont été surpris par la résistance du peuple ukrainien qui pousse ses dirigeants à tenir bon. La leçon que nous donne Kiev est la disqualification du relativisme : en se confrontant à la mort que les Européens essaient d'oublier, les Ukrainiens nous rappellent qu'il y a une différence entre le vrai et le faux, le bien et le mal, qu'il y a quelque chose qui vaut la peine de risquer sa vie.

Jonas Survila, vice-ministre des Affaires étrangères de Lituanie en 2021-2022, fut conseiller politique auprès du premier ministre et conseiller de l'Union de la patrie-chrétiens démocrates (parti de centre droit). Il compare Poutine, non à un dragon, mais à un cobra attaquant une mangouste. Du cobra la Russie a la vitesse et l'immunité. Il faut donc que l'Europe ne se contente pas de résister mais qu'elle accélère, en faisant sauter les lignes rouges qu'elle s'auto-impose dans la livraison du matériel, en intégrant l'Ukraine dans

l'Europe pour effrayer la Russie et en invitant l'Ukraine dans l'Otan. Son propos était symptomatique d'une Europe du Nord plus résolue au combat que l'Europe de l'Ouest.

Les deux discours qui ont suivi ont porté sur les moyens nécessaires du soutien à l'Ukraine en en soulignant les difficultés pratiques.

François Villeroy de Galhau, gouverneur de la banque de France depuis 2015 et depuis 2022 président du conseil d'administration de la Banque des règlements internationaux, fait d'abord le point sur la situation économique : il souligne l'importance de la solidarité des Européens qui ont versé 70 milliards d'euros, soit autant que les États-Unis, surtout *via* les institutions européennes, et sous forme d'aide financière pour les 5 millions de réfugiés. Le budget est aujourd'hui sécurisé pour trois ans. S'est opéré un véritable *Drang nach Osten* mais aussi un enrichissement du contenu de l'Union européenne : en 2002 douze États avaient adopté l'euro, aujourd'hui ils sont 20. S'est aussi opéré un changement de culture économique : aujourd'hui il s'agit de devenir plus européen, d'apprendre à agir plus vite et de réconcilier Keynes et Schumpeter : l'Europe manque de capacité d'innovation quoique certains pays comme les pays baltes soient très innovants.

Pierre Lellouche, ancien secrétaire d'État français aux Affaires étrangères (2009-2012) après avoir été conseiller diplomatique de Jacques Chirac (1989-1997) puis conseiller de Paris et député (1993-2017) a publié *Une guerre sans fin* (Cerf, 2017) et présente à la fois le bilan et une prospective du conflit dans un propos sans concessions. Dans son discours de Bratislava du 31 mai 2023, le président Macron a reconnu que l'Europe avait été pensée pour s'approfondir et non pour s'étendre et que l'autre Europe n'existait pas pour la France et l'Allemagne avant 1991. Il faut donc penser un changement de stratégie. Kennan, Kissinger et Pierre Lellouche lui-même imaginaient une neutralité de l'Ukraine. Il faut désormais une intégration dans l'Otan (après la guerre) mais il est plus ardu d'organiser l'intégration de l'Ukraine dans l'Europe. Elle se heurte à des difficultés multiples :

- le coût de la reconstruction ;
- l'écart de PIB entre l'Ukraine et l'Europe ;
- l'état de la société ukrainienne, notamment l'importance de la corruption ;

- la concurrence de l'agriculture ukrainienne avec d'autres agricultures, comme on l'a déjà constaté. En France la FNSEA n'acceptera pas le transfert de la PAC à l'Ukraine ;
- la procédure de ratification d'un élargissement de l'Union. Pour rappel l'article 88.5 de la Constitution française de 1958 soumet tout élargissement soit à un referendum soit au vote d'une motion adoptée en termes identiques par chaque assemblée à la majorité des trois cinquièmes ;
- la modification des institutions après élargissement qu'a évoquée le discours du chancelier Scholz à Prague le 29 août 2022 : pour élargir il faut modifier les traités, le nombre des députés et prendre les décisions à la majorité. La France perdrait donc sa minorité de blocage et l'Europe deviendrait un État fédéral, ce qui ne sera pas accepté par les Français ;
- la sécurité. Les pays se divisent sur leur rapport avec les États-Unis.

S'y ajoutent quelques autres obstacles : comment investir alors que l'économie européenne décline par rapport aux États-Unis ? Combien de temps l'Allemagne acceptera-t-elle de payer ? Comment introduire une collaboration dans l'équipement militaire entre la France et l'Allemagne ? Quelle politique l'Europe aura-t-elle sur l'immigration qui change les équilibres démographiques ?

S'ensuit une discussion avec François Villeroy de Galhau qui note qu'après chaque guerre mondiale la reconstruction a été plus rapide que prévu et que par ailleurs le décalage économique n'est pas insurmontable. Tous s'accordent pour dire que le marché unique ne suffira pas et qu'il faudra une politique économique efficace.

* * *

Après cette deuxième table ronde, Patrick Pouyanné, président directeur général de TotalEnergies, interrogé par Berille Bayart, journaliste au *Figaro*, fait une mise au point sur le problème de la sécurité énergétique en Europe. Il dénonce la stratégie de Poutine d'utiliser l'énergie comme arme de guerre tout en soulignant que l'Europe a néanmoins réussi à s'alimenter en gaz. Il prévoit que la Russie, ayant désormais perdu la confiance de ses clients, paiera longtemps le prix de sa politique. Tout en rassurant l'audience sur l'approvisionnement énergétique à venir, Patrick Pouyanné donne une image réaliste de la difficulté d'importation de gaz liquéfié et il

prône la nécessité d'investir en Europe dans la production d'énergie renouvelable comme la fabrication de panneaux solaires dans un domaine très compétitif avec la Chine. Recréer, en particulier en France, une base industrielle forte pour produire de l'énergie est un impératif incontournable.

Cet exposé est suivi d'une troisième table ronde intitulée « **États-Unis-Europe : les conséquences de la guerre en Ukraine** », conduite par Rebecca Heinrichs, spécialiste des relations internationales, chargée de recherche à l'Institut Hudson de Washington DC. Elle réunit en dialogue Andrew Michta, politologue et doyen du College of International Security Studies du George C. Marshall European Center for Security Studies en Allemagne, Bernard Cazeneuve, avocat et homme politique, ancien premier ministre français, et Francis Fukuyama, politologue de Stanford et auteur de l'ouvrage bien connu, *The End of History and The Last Man* (1992), intervenant en distanciel. Patrick Pouyanné se joint également à ce groupe.

Heinrichs ouvre la conversation en critiquant vivement la politique américaine de livraison d'armes à l'Ukraine au compte-goutte (« drip, drip, drip ») et appelle de ses vœux une politique plus agressive « comme si c'était l'Otan qui menait la guerre ». Fukuyama soutient cette position en soulignant que l'Ukraine rend un grand service à la sécurité européenne et se déclare en faveur de son entrée dans l'Otan.

À son tour, l'ancien premier ministre Bernard Cazeneuve pose le problème de la défense européenne. Il évoque son attachement au département de la Manche dont il a été le député pendant 20 ans et la valeur symbolique du lieu des Conversations, à quelques kilomètres des plages du Débarquement, pour penser la relation euro-Atlantique. Il rappelle la résistance de De Gaulle à l'Otan, le changement de politique sous Sarkozy et les difficultés du couple franco-allemand pour construire une défense européenne. Alors que les pays de l'Est achètent leurs armes aux États-Unis, Bernard Cazeneuve insiste sur l'idée qu'il n'y aura pas d'Europe de la défense sans base militaire industrielle autonome, laquelle deviendrait le pilier européen au sein de l'Otan. Ainsi Cazeneuve et Pouyanné s'accordent pour prôner une politique industrielle de l'Europe, thème qui sera repris plusieurs fois par la suite dans ces *Conversations*.

Puis Michta reprend et nuance les propos de Heindrichs et Fukuyama en défendant les choix géopolitiques équilibrés du Président Biden. Certains Européens accusent les États-Unis de privilégier leur relation avec le Pacifique, mais les deux théâtres d'opération – Pacifique et Atlantique – sont en fait vraiment liés, comme l'indique clairement le soutien de la Chine à la Russie

Après cette table ronde, deux universitaires évoquent l'œuvre de Tocqueville, comme il se doit pour une réunion tenue dans la demeure même du grand penseur. Joshua Mitchell, professeur de science politique à Georgetown University, rappelle que Tocqueville comprenait la démocratie comme une source inépuisable d'énergie individuelle et que sa vision reste indispensable, ce qu'approuve Jean Yarbrough, professeure de sciences sociales à Bowdoin College, qui lit quelques extraits de l'œuvre de Tocqueville. Ainsi se termine la première journée des *Conversations*.

* * *

Les *Conversations* du samedi sont consacrées à « **L'Europe, l'urgence d'un nouveau chapitre** ». Olivier Costa de Beauregard, directeur général du groupe industriel Marcel Dassault, donne le ton en citant une harangue de Périclès, connue par Thucydide : « il n'y a point de bonheur sans liberté ni de liberté sans courage ». Ainsi les Ukrainiens, avance-t-il, nous montrent la voie en se battant pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'Europe saura-t-elle tirer la leçon de leur exemple ?

Laure Mandeville, grand reporter du *Figaro*, ouvre alors la quatrième table ronde en invitant le public à bien voir **la relation entre la crise de nos sociétés européennes et l'invasion de l'Ukraine**. Pour Laure Mandeville, co-organisatrice de ces deux journées de *Conversations*, il y a beaucoup plus qu'une coïncidence chronologique dans la concomitance de ces deux événements. Si Poutine a voulu envahir l'Ukraine, argumente-t-elle, c'est qu'il nous a perçus faibles et donc incapables de lui résister.

Et les intervenants de la suivre en exposant des vues très tranchées sur la crise de société que nous traversons. Raphael Glucksman, membre du Parlement européen, diagnostique une « force d'inertie » à l'origine d'un abandon du projet démocratique et félicite les Ukrainiens de nous donner l'exemple du « courage ». À son

tour, Francois-Xavier Bellamy, philosophe et aussi membre du Parlement européen, exprime son espoir de trouver une cohésion européenne à travers ce conflit en Ukraine et de combattre ce qu'il appelle le « droit à la paresse » et un mode de vie « consumériste. » Pierre Vermeren, professeur d'histoire à Paris I et chroniqueur au *Figaro*, diagnostique à son tour une inquiétante absence de curiosité, hormis une élite, sur cette crise de la démocratie. On aurait aimé que ces opinions tranchées donnent lieu à un débat qui n'a pas eu lieu.

Vient s'ajouter pour conclure cette table-ronde la voix d'Oleksandr Scherba, diplomate ukrainien, Ambassador-at-large, qui exprime le vœu que le sacrifice humain des Ukrainiens réveille l'amour du pays en Europe et entraîne dans le même mouvement le réarmement de la démocratie.

C'est alors le tour d'une nouvelle *Conversation* sur le thème de **« l'Europe et Poutine, pourquoi une telle fascination ? »**, présidée par Vincent Trémolet de Villers, directeur délégué des rédactions au *Figaro*.

Sylvain Tesson, écrivain, lauréat de nombreux prix littéraires (dont le Médicis pour son *Dans les forêts de Sibérie*, 2011) raconte son long périple dans l'immensité de la Russie profonde et souligne le contraste entre sa propre expérience et celle de son illustre prédécesseur du XIX^e siècle, le Marquis de Custine. Dans son célèbre voyage en Russie publié en 1843, Custine avait diagnostiqué une fusion symbiotique entre le tsar et le peuple. C'est cette adhésion du peuple russe au « tsarisme » (entendu au sens large) que Tesson n'a plus reconnue dans la Russie profonde qu'il a visitée récemment. Il apporte donc au moins implicitement une lueur d'espoir dans le débat sur la dictature russe. Et très courageusement reconnaît son long aveuglement devant la dangerosité de Poutine.

La parole passe alors à Mathieu Bock-Côté, sociologue, chargé de cours à HEC Montréal et chroniqueur au *Figaro*. C'est l'occasion pour ce dernier, comme les années précédentes, de qualifier le multiculturalisme de nouvelle religion politique et de dénoncer dans le même élan la « révolution *woke* » comme crise si grave qu'elle poserait un plus grand danger à l'avenir de l'Europe que le destin de l'Ukraine – vue hautement problématique laissée malheureusement, faute de temps, sans réplique.

* * *

Après le déjeuner, Denise Bauer, ambassadrice américaine en France et à Monaco, a exprimé une série de remarques sur les coûts humains et matériels de la guerre en Ukraine, sur l'erreur de calcul évidente du président russe Vladimir Poutine et la réponse ferme des États-Unis, de l'OTAN et de l'Union européenne. Elle a brièvement résumé la politique américaine en matière de changement climatique et de concurrence avec la Chine, soulignant que les accords entre les démocraties sur toutes ces questions étaient bien plus importants que les désaccords. Elle a conclu en faisant référence au jour J et à l'engagement américain envers l'Europe.

La cinquième table ronde, « **Repenser les relations entre Nation et Union** », était animée par Benjamin Haddad, député français membre du groupe « Renaissance », parti du président Emmanuel Macron.

Benjamin Haddad a évoqué le vieux débat sur l'Union européenne entre « souverainistes » et « fédéralistes ». La guerre en Ukraine a conduit pour la première fois à la création d'un espace public véritablement européen. Le nouveau débat porte sur les besoins de défense de l'Europe et il y a moins d'écart entre les attitudes à l'égard de la Russie des États d'Europe occidentale et orientale qu'auparavant.

Le professeur Eszter Soos, politologue à l'Université Milton Friedman de Budapest, a ensuite évoqué le débat européen sur la « subsidiarité » des 15 dernières années, qui opposait les souverainistes/intergouvernementalistes aux fédéralistes. Emmanuel Macron a joué un rôle de premier plan dans ce débat, qui a permis de commencer à réduire le soi-disant « déficit démocratique » de l'UE – les élections nationales commencent à porter sur les questions européennes. La question de l'autonomie stratégique de l'Europe par rapport aux États-Unis est une question nouvelle, créée à la fois par le Covid-19 (lorsque l'Europe s'est retrouvée incapable de se procurer des gants en latex) et par la guerre en Ukraine.

Benjamin Haddad a ensuite souligné que le Royaume-Uni, bien que n'étant plus membre de l'Union européenne, avait joué un rôle de premier plan dans le soutien à l'Ukraine, si bien qu'on peut se

demander si paradoxalement la Grande-Bretagne n'est pas devenue plus pro-européenne depuis le Brexit.

Sir Bill Jeffrey, ancien secrétaire permanent du ministère britannique de la Défense, l'approuve. De récents sondages d'opinion montrent que davantage de Britanniques regrettent leur décision de quitter l'UE, et le parti travailliste voudra se rapprocher de l'UE après les prochaines élections. La guerre en Ukraine a été un signal d'alarme en matière de défense et de liens avec l'UE.

Le Brexit n'était pas une question de subsidiarité. Ce sont les Anglais, et non les Britanniques, qui voulaient le Brexit. Le véritable facteur déterminant du Brexit a été la question de l'immigration.

Benjamin Haddad soulignant qu'on a beaucoup parlé du déplacement du centre de gravité de l'UE vers l'Est, se demande si la Pologne et les autres pays d'Europe de l'Est se considèrent comme les nouveaux dirigeants de l'Europe.

Slawomir Debski, directeur de l'Institut polonais des affaires internationales, a répondu que alors que les récentes émeutes françaises ont montré que le contrat social était rompu en France, en Pologne le contrat social a été protégé, notamment par la manière dont les gardes-frontières polonais ont refoulé les immigrants illégaux que la Russie avait envoyés à la frontière polonaise en 2015. Comme les émeutiers, les Russes pensent que la force est un moyen acceptable de provoquer un changement. La Russie doit perdre la guerre en Ukraine sinon la force deviendra la nouvelle norme. Il est faux de dire qu'il n'y a pas eu un déplacement du centre de gravité européen vers l'Est mais la Pologne a montré l'exemple en fournissant une aide militaire à l'Ukraine et en défendant ses frontières.

Pour Benjamin Haddad, la migration est à la fois une question internationale et une question de défense des frontières de l'Europe. La migration et la Russie sont devenues simultanément des problèmes européens. Bruxelles a commencé à parler un langage plus géopolitique. Il demande si la défense de l'Ukraine se fait au nom de la défense de l'ordre international ou de celle des valeurs et des intérêts européens, les deux n'étant pas incompatibles.

Zaki Laïdi, conseiller de Josep Borrell, commissaire européen aux Affaires étrangères, répond qu'aucun État ne défend jamais des

intérêts universels s'ils ne correspondent pas à ses intérêts propres. Le projet européen repose sur un lien étroit entre les deux. Pourquoi l'UE a-t-elle conclu un accord aussi surprenant sur l'Ukraine ? La guerre en Ukraine a remis en question plusieurs idées sur l'Europe :

1) L'Europe ne pouvait pas avoir de politique étrangère, faute d'unanimité. Cette unanimité a été acquise rapidement, devant le sentiment du danger. Poutine a rassemblé tous les Européens. Les lettres russes adressées aux États-Unis et à l'OTAN ont ignoré l'UE. L'Europe devait réagir, comme l'a souligné le président finlandais dans un discours important ;

2) Une deuxième règle européenne a été violée par les sanctions rapides prises par l'Europe en réaction à l'invasion russe. Pour la première fois, les sanctions n'étaient pas dirigées contre des individus ou des entreprises, mais contre un pays afin de priver la Russie de ressources nécessaires à la guerre ;

3) Pour la première fois, aussi les membres de l'UE ont donné de l'argent à des fins militaires à un État en guerre. C'était la première participation européenne à une guerre ;

4) Le quatrième changement, le plus important, a été la décision difficile d'abandonner le gaz et le pétrole russes. L'objectif principal n'était pas de nuire à la Russie mais de libérer l'UE de sa dépendance énergétique. L'Europe n'a pas fait cela après la Crimée en 2014. Une erreur majeure.

Benjamin Haddad rappelle que la Hongrie a accepté les sanctions mais s'est exprimée différemment du reste de l'Europe. La Hongrie est-elle l'exception à cette règle d'une opinion publique plus européenne ?

Eszter Soos rappelle que lors de la révolution de 1956, les Hongrois se sont sentis abandonnés par l'Occident et ne l'ont pas oublié. Il y avait un consensus sur la politique étrangère de la Hongrie jusqu'en 2004, date à laquelle elle a rejoint l'UE. Ce consensus reposait sur 3 piliers : 1) la politique régionale, 2) la protection des minorités ethniques hongroises, 3) l'intégration à l'UE et à l'OTAN. Il n'y avait pas de consensus sur ce qu'il fallait faire une fois dans l'UE et l'écart est grand entre un gouvernement souverainiste et une opposition fédéraliste. Le gouvernement envisage de participer à des alliances, mais en gardant toutes les options ouvertes afin d'accroître

la marge de manœuvre de la Hongrie. La Hongrie a voté pour les 11 paquets de sanctions, mais toujours en échange de quelque chose. Le gouvernement hongrois ne veut pas d'une nouvelle guerre froide qui ne lui laisserait plus de marge de manœuvre.

Sir Bill Jeffrey revient sur le rôle du sentiment de danger pour pousser à agir collectivement. La candidature de la Finlande et de la Suède à l'Otan en est un exemple. Il faut saisir l'occasion de construire une défense européenne, en anticipant le risque d'une victoire de Trump. Il faut aussi se soucier des relations avec la Turquie, dont le nationalisme est destructeur : l'UE doit travailler dur pour influencer Erdogan, et le moyen d'y parvenir est de convaincre la Grèce de faire des concessions sur Chypre.

Zaki Laidi se demande si l'UE peut utiliser l'Ukraine pour se développer, ou si le renforcement de l'UE est ponctuel. Il examine d'abord la défense. Les dépenses de défense augmentent partout en Europe. L'Allemagne est aujourd'hui le deuxième fournisseur militaire de l'Ukraine – au début, elle ne possédait que 5 000 casques. L'effort militaire de l'UE n'est pas négligeable et, à certains égards, il est égal à celui des États-Unis. L'Europe fait désormais pression pour fournir des avions et des missiles à longue portée. Ces efforts doivent être mutualisés. Il faut une industrie militaire européenne et non nationale. L'Europe a la capacité d'agir ailleurs dans le monde, face à la Chine, mais elle ne doit pas trop suivre les États-Unis. Taiwan n'est pas l'Ukraine. Même en ce qui concerne l'Ukraine, la solidarité avec les États-Unis est grande, mais nous n'avons pas toujours les mêmes intérêts. Il faut une capacité européenne de jugement autonome.

Eszter Soos ajoute que le récent discours d'Emmanuel Macron (Bratislava, 31 mai 2023) marque une inflexion de la France, soucieuse d'accroître son influence en Europe de l'Est que compromettrait sa critique de l'Otan. Auparavant, on craignait que la France veuille substituer l'UE à l'OTAN sans garanties équivalentes. E. Macron a clairement insisté sur le lien entre l'autonomie de l'UE et l'OTAN. Une stratégie européenne autonome doit être menée avec l'UE ET avec l'OTAN. La Hongrie exigera un meilleur traitement pour les Hongrois en Ukraine comme prix de son adhésion.

Selon Sir Bill Jeffrey, les Hongrois sont un peu comme les partis d'Irlande du Nord. L'OTAN et l'UE ne concernent pas seulement le domaine militaire, mais toutes sortes de choses, depuis la

cybersécurité jusqu'au commerce et à l'économie. La bonne nouvelle est qu'il existe désormais un véritable consensus et que les sanctions ont un réel impact.

Slawomir Debski est moins confiant. Il pense que la Russie ne se soucie que de l'OTAN, pas de l'UE. L'UE ne possède pas d'armes nucléaires et n'en aura pas. C'est ce qui compte. Les sanctions fonctionnent, mais seulement à long terme.

Zaki Liadi ajoute que les sanctions n'ont pas pour objectif de provoquer l'effondrement de l'économie russe. Elles étaient destinées à nuire à l'effort de guerre de la Russie et elles lui ont porté préjudice. Par exemple, du fait des sanctions, le coût de l'extraction du pétrole en Russie est devenu le plus élevé au monde, ce qui réduit considérablement les revenus russes. L'extraction coûte 45 dollars le baril en Russie contre 20 dollars en Arabie saoudite, et les Russes doivent vendre le pétrole à prix réduit, ce qui conduit à abaisser le prix du marché. L'objectif est que la Russie vende du pétrole avec peu ou pas de profit, grâce au plafonnement européen du prix du pétrole russe.

* * *

La sixième et dernière table ronde, « **Dé-soviétiser le passé, faire face à la rechute néototalitaire ?** » était animée par le Katja Gentinetta, philosophe politique.

La modératrice Katja Gentinetta préfère aborder les aspects sociaux et non pas les aspects politiques, économiques ou militaires. Ici, notre guide est Alexis de Tocqueville, dit-elle, qui a souligné les problèmes du manque d'engagement civique, l'importance de la justice et le danger de la Russie. L'UE est-elle prête pour le réarmement moral et politique de la démocratie ? Pourquoi la Russie n'a-t-elle pas réussi à s'attaquer aux crimes du communisme et pourquoi avons-nous ignoré cela ? L'Europe peut-elle se protéger ? Un procès contre Poutine serait-il utile ?

Anastasia Shevchenko, militante au sein du mouvement Open Russia se demande de quoi Poutine est coupable. Elle a passé des années en résidence surveillée et n'avait pas le droit de voir son enfant mourant. Sa famille est en exil ou réfugiée. Les atrocités se multiplient mais nul ne s'en sent responsable, c'est la faute de l'éducation reçue de l'Union soviétique. Par exemple, lorsque les gens sont

empoisonnés par un mauvais alcool, qui est en faute ? C'est la CIA ou certains Américains. Les Russes ne sont jamais responsables. Ils accusent l'Ukraine d'être responsable de la guerre. Les politiques ne prennent jamais leurs responsabilités. L'Union soviétique a habitué les gens à la répression et personne n'en a payé le prix. Il faut des procès pour voir les meurtriers punis. Peut-être qu'après la mort de Poutine, il devrait avoir un procès à titre posthume.

L'opposition russe a besoin de soutien. En 2014, lorsque des Russes ont protesté contre l'invasion de la Crimée, l'Occident les a ignorés. Des Russes sont encore arrêtés presque chaque jour. L'Europe peut également contribuer à promouvoir les valeurs démocratiques en Russie. La Russie sera toujours un voisin. Elle termine en demandant pardon en tant que Russe aux Ukrainiens.

Constantin Sigov, philosophe ukrainien, souligne le contraste entre la vie sous les bombes à Kiev et le château de Tocqueville qui apparaît comme une oasis. Tocqueville souligne le problème du manque d'intérêt pour la politique dans les sociétés démocratiques et la manière de le surmonter. Trois générations de citoyens soviétiques ont appris à être apolitiques. Poutine a continué sur cette voie. Les Russes ont tenté d'imposer à l'Ukraine ce désintérêt pour la politique, sans succès. La Révolution orange de 2004, puis les manifestations de la place Maidan en 2014 ont montré l'attachement des Ukrainiens à la démocratie qu'ils défendent aujourd'hui contre Poutine. Leur combat est essentiel pour toute l'Europe qui doit relire les analyses de Tocqueville.

La *Conversation* se poursuit sur la transition depuis le communisme en République tchèque. Pavel Fischer, sénateur tchèque et président de la commission des Affaires étrangères du Sénat tchèque rappelle que la transition vers la démocratie est difficile. La première Cour suprême libre de République tchèque était composée majoritairement d'anciens prisonniers politiques, et ceux-ci restaient fidèles à leurs valeurs. Mais les archives sont lacunaires, les gens oublient, les institutions sont faibles.

La question est de savoir comment développer une société qui ne se laissera pas manipuler par la Russie, la Chine ou d'autres pays étrangers. Il faut être intraitable envers les manipulateurs étrangers qui attaquent notre harmonie sociale. L'expérience passée du communisme a rendu les Européens de l'Est plus lucides sur le

danger. Si l'Occident les avait écoutés, on aurait peut-être évité cette guerre.

Miles Yu, ancien conseiller pour les Affaires chinoises de Mike Pompeo, professeur à la US Naval Academy, assure que l'Ukraine, la Russie et la Chine sont toutes connectées. C'est la même guerre. Ce qui est en jeu est la dépendance excessive de l'Europe, à l'égard de la Russie pour l'énergie, de la Chine pour le commerce et des États-Unis pour la sécurité. La réussite la plus importante de l'administration Trump a été de mettre l'accent sur la Chine qui veut dominer. La plus grande crainte de la Chine concerne les valeurs démocratiques de l'Occident et l'existence d'une menace morale américaine contre le gouvernement chinois. L'objectif de la Chine est de détruire l'économie et le prestige des États-Unis. La Chine dispose d'énormes opportunités d'influence politique *via* le commerce. C'est la raison pour laquelle les États-Unis se sont tournés vers la Chine.

La Russie doit être vaincue, mais nous ne devons pas détourner notre attention de la Chine. Poutine et Xi partagent les mêmes valeurs, la même attitude envers l'Ukraine et Taïwan. Singapour est normalement neutre, mais très anti-Poutine, car si la Russie peut prendre l'Ukraine sur la base d'une culture commune, la Chine pourrait utiliser la même logique à Singapour. La Russie ne s'arrêtera jamais avec l'Ukraine, la Chine ne s'arrêtera jamais avec Taïwan, elle a de multiples différends frontaliers. Le problème des États-Unis en Asie est qu'il n'existe pas d'équivalent de l'OTAN, seulement des accords de sécurité bilatéraux.

Anastasia Chevtchenko exhorte à ne pas tracer une ligne dure entre l'Europe et la Russie. De nombreux Russes veulent être européens et non soviétiques. Poutine encourage la mythologie pro-soviétique et la nostalgie de l'URSS.

Constantin Stigov pense que le point faible de Poutine est sa peur de la vérité. La résistance ukrainienne a détruit les mensonges de Poutine. Poutine ne comprenait ni l'Ukraine ni l'Europe.

Pavel Fischer revient sur la nécessité de combattre tous les régimes antidémocratiques. Il y a des milliers de prisonniers politiques à Cuba. Les Cubains aident le Venezuela, la Russie, la Chine. Comment affronter ces régimes ? Et l'Iran ? C'est un défi mondial.

Tout cela n'est qu'un seul combat et il ne faut pas que certaines idéologies nous fassent méconnaître le danger.

Miles Yu revient sur ce poids des idéologies dangereuses. La Chine est motivée par une idéologie communiste. Aux États-Unis, nous parlons de concurrence avec la Chine, de « modèles de gouvernance ». L'UE qualifie sa relation avec la Chine de « rivalité systémique » et affirme qu'il s'agit d'une question d'idéologie, et c'est exact. La Chine sait que la relation entre les États-Unis et la Chine est une lutte à mort. La Chine est totalitaire, la Russie est autoritaire.

Dans une présentation spéciale, Daniil Beilinson, OVD-Info, intervient sur l'importance de la société civile. Il présente quelques résultats de son projet de recherche sur la répression politique, « Verities of Democracy », qui mesure l'état de la démocratie dans le monde. Au cours de la dernière décennie, 25 % de la population mondiale vit dans une société autocratique, et un nombre encore plus important s'oriente vers cette voie. Auparavant, la démocratie était en plein essor – nous sommes revenus au niveau de 1986.

Le niveau des protestations partout dans le monde est le plus important de l'histoire. Les répressions gouvernementales massives contre les protestations sont un problème mondial. Même en France 1 000 personnes ont été arrêtées lors des émeutes de fin juin. Nous vivons en Occident dans une bulle. La répression est profondément enracinée en Russie, non seulement au sein du gouvernement, mais aussi dans les écoles, les universités et la population. Ce n'est pas Poutine seul qu'il faut juger, mais la nation entière. Il faut créer des formes de compétition politique pour remédier à la violence de rue et la défaite de la Russie ne fera pas disparaître le problème. La société civile est très faible en Russie, tout comme en Europe.

* * *

La conclusion générale des *Conversations* de 2023 fut prononcée par Antoine Arjakovsky, directeur de recherche au Collège des Bernardins, ancien diplomate français. Il présenta quelques-unes des 18 propositions de son groupe pour la reconstruction de l'Ukraine.

L'Europe a été attaquée et doit ouvrir un nouveau chapitre de son histoire. Il ne s'agit pas seulement en Russie d'un retour à la pensée soviétique, mais aussi d'une crise de l'homme postmoderne qui pense que le monde n'est qu'une question de pouvoir. La principale

conclusion de son groupe est que le moment est venu d'abandonner la diplomatie dite réaliste, c'est-à-dire la diplomatie multi-vecteurs, qui a consisté à négocier avec Poutine sur l'Afghanistan tout en le réprimandant sur la Crimée. Nous avons besoin d'un néoréalisme qui ne sépare pas les intérêts nationaux des principes fondamentaux.

L'Ukraine devrait entrer dans l'UE par étapes successives. L'UE tirera profit de la force militaire nouvelle de l'Ukraine. L'Ukraine devrait d'abord recevoir des garanties de sécurité, puis entrer plus tard dans l'OTAN. Il faut créer une industrie européenne de défense, saisir les avoirs de la banque centrale russe actuellement gelés. Et réarmer moralement l'Europe, en abandonnant la métaphysique purement machiavélique du pouvoir pour celle de Tocqueville, personnaliste et non individualiste.

Concrètement, cela signifie rejeter la postmodernité, refuser Eutelsat qui diffuse de la propagande russe, aider les émigrés russes à surmonter leurs divisions, pousser les Russes à juger le communisme.

Les *Conversations* se sont terminées par les réactions des étudiants ainsi que par des remerciements et l'expression de la satisfaction générale.

NOTE

[1] Les conférences peuvent être écoutées sur les chaînes Youtube :

- En français : <https://bit.ly/ConvTocqFR>

- Et en anglais : <https://bit.ly/ConvTocqENG>

RÉSUMÉ

Les *Conversations Tocqueville* se proposent de faire dialoguer ensemble des hommes politiques, des universitaires, des responsables de fondations, principalement européens et américains. Les *Conversations* 2023, fidèles au souci d'aborder les enjeux contemporains dans un esprit tocquevillien, ont porté sur l'Europe de demain : faut-il réarmer la démocratie ? La guerre en Ukraine a changé l'Europe. Le retour en force de l'impérialisme russe, la fragilité de nos démocraties, l'émergence de l'Ukraine et le déplacement du centre de gravité de l'Europe vers l'Est soulignent avec force le besoin pour l'Union de réévaluer son architecture de sécurité commune, sa relation avec les Etats-Unis et de régler la question du totalitarisme soviétique.